



Quatre hôpitaux sur dix affichent des résultats dans le rouge



Les hôpitaux sont invités à s'organiser en réseaux afin de mieux utiliser l'argent disponible. C'est le sens de la réforme voulue par la ministre de la Santé Maggie De Block. ©Photo News

Les résultats financiers des hôpitaux se sont fortement dégradés en 2017. Le modèle de financement touche à ses limites, prévient Belfius.

La situation financière des hôpitaux se dégrade dangereusement. **Sur les 92 hôpitaux que compte le pays, 39 sont déficitaires** au terme de l'exercice 2017 (contre 30 en 2016), soit 42% ou plus de quatre sur dix. Le bénéfice de l'ensemble des hôpitaux est de 0,2% ou 28,7 millions d'euros. Ce qui correspond à 300.000 euros en moyenne par hôpital. Autant dire presque rien. En 2016, le bénéfice était encore de 0,7% du chiffre d'affaires ou 67 millions d'euros.

Tel est le constat alarmant dressé par Belfius dans sa radiographie annuelle de la situation des hôpitaux. *"Le modèle actuel de financement des hôpitaux n'est plus tenable. C'est le Titanic qui se dirige droit sur un iceberg"*, estime Geert Gielsens, économiste en chef chez Belfius. D'autant que les pouvoirs publics sont tenus par **des contraintes budgétaires** et ne pourront pas **indéfiniment boucher les trous** des hôpitaux. En Wallonie, certains hôpitaux ne survivent que grâce au soutien financier des pouvoirs publics locaux.

Les **ratios financiers** ne sont pourtant pas si mauvais que cela. Les hôpitaux présentent un bilan 2017 de 19,9 milliards d'euros, en progression de 2,9% par rapport à 2016. La part des fonds propres s'établit à 22,8% (contre 22,5% en 2016). Le taux d'endettement s'élève à 35,9% du bilan total (contre 36,6% en 2016).

À côté de cela, les hôpitaux ont **beaucoup investi** depuis cinq ans: 1,5 milliard d'euros en 2017 comme en 2016. Les investissements restent cependant concentrés sur quelques gros projets, comme le nouveau Chirec sur le site Delta à Bruxelles.

Frais de personnel

Alors pourquoi la situation financière des hôpitaux s'est-elle à ce point dégradée? Il y a d'abord **les mesures d'économies** imposées par le gouvernement et qui, pour 2017, se chiffrent à environ 70 millions d'euros. *"On ne peut plus continuer ainsi"*, prévient Benoît Hallet, directeur général adjoint de l'Unessa, une fédération qui représente 300 structures actives dans les soins de santé en Wallonie.

Il y a ensuite les frais de personnel qui, pour la deuxième année consécutive, connaissent une progression plus élevée (+ 3,7%) que le chiffre d'affaires (+ 2,7%). C'est davantage la conséquence de l'indexation des salaires que de la hausse des effectifs (+ 1,2%). Les honoraires des médecins, par contre, ont progressé de façon plus modérée (2,1%).

Pour parer au problème, **les hôpitaux sont invités à s'organiser en réseaux afin de mieux utiliser l'argent disponible**. C'est le sens de la réforme voulue par la ministre de la Santé Maggie De Block (Open Vld). Elle pousse également à une forfaitarisation de certaines interventions de routine (appendicite par exemple). *"Mais ce n'est pas une formule magique qui va résoudre tous nos problèmes"*, prévient Dieter Goemaere, porte-parole de la Fédération hospitalière bruxelloise Gibbis. *"Une réforme, au début, coûte toujours plus qu'elle ne rapporte, ne serait-ce qu'au niveau de l'informatique"*, confirme Benoît Hallet.

Les hôpitaux investissent 500 millions d'euros par an dans l'IT, dont 15% (40 millions) sont pris en charge par les pouvoirs publics. Pour Dieter Goemaere, il faudrait doubler l'effort public. *"Un montant de 40 millions sur un budget de 25 milliards, ce n'est pas la mer à boire..."*

Benoît Hallet, lui, invite les responsables politiques à dépasser la logique purement budgétaire. *"Il manque une vision globale et intégrée des soins de santé entre les différents niveaux de pouvoir."*

Jean-Paul Bombaerts,

Journaliste

Source: L'Echo